

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Coronavirus : l'Exécutif renforce le dispositif de riposte

LE gouvernement, suite au Conseil présidentiel du samedi 7 mars, a pris six nouvelles mesures. Elles vont de la création d'un fonds spécial à la restriction de voyage vers des pays jugés à risque, et élèvent le niveau général de protection.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

L'ANNONCE de deux cas de coronavirus au Cameroun (un Français et une Camerounaise qui a été en contact avec ce dernier), confirmés par les autorités sanitaires de ce pays frontalier, a été une nouvelle alerte pour les autorités gabonaises. Le coronavirus est une épidémie désormais à nos frontières. Le Cameroun, qui compte plus de 27 millions d'habitants, est le premier pays d'Afrique centrale à annoncer des cas de coronavirus. Cette situation a alors amené le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à convoquer un Conseil présidentiel spécialement dédié à l'examen des mesures qu'il convient de prendre en pareille circonstance. Le but étant d'assurer et de garantir la protection des personnes vivant au Gabon. Aussi, le gouvernement a-t-il élevé le niveau de protection déjà existant.

Pour rappel, dès le début de l'épidémie en Chine et les premiers signes de son arrivée dans d'autres pays, le gouvernement gabonais avait pris trois mesures le 22 janvier passé (réactivation immédiate de la cellule de veille sanitaire, renforcement du contrôle sanitaire des passagers au niveau des différentes portes d'entrée aérienne, terrestre, portuaire et maritime du pays; sensibilisation des transporteurs aériens, terrestres et maritimes aux mesures de précautions universelles à prendre en pareille circonstance). Puis, le 7 février, l'interdiction des personnes venant de Chine de rentrer au Gabon. Les six récentes décisions du Conseil présidentiel viennent donc relever le niveau général de protection. Un fonds spécial pour la riposte contre le Covid-19 a été créé à l'issue de cette rencontre. Cela ne signifie pas que le gouvernement manquait de fonds pour mener cette lutte. Cette nouvelle mesure vise simplement à apporter plus de ressources financières au plan de contingence

déjà mis en place et budgétisé pour les trois prochains mois. Il le sera encore, en fonction de l'évolution de la situation.

Le renforcement significatif du dispositif sanitaire au niveau de toutes les frontières (aériennes, maritimes et terrestres) a été décidé. Ainsi, avec le Cameroun, la frontière est provisoirement fermée. Seuls les camions utilisés dans le ravitaillement de la capitale gabonaise en vivres frais sont autorisés à circuler. Mais, à certaines conditions et après avoir subi des contrôles.

Dans les ports, aucun marin ne débarque sans avoir été contrôlé. Les autorités portuaires vérifient également si des navires ne se

Les six récentes décisions du Conseil présidentiel viennent donc relever le niveau général de protection. Un fonds spécial pour la riposte contre le Covid-19 a été créé à l'issue de cette rencontre.

LES MESURES POUR LUTTER CONTRE LE CORONAVIRUS

LES MESURES DÉCIDÉES PORTENT NOTAMMENT SUR :

- La création d'un fonds spécial pour la riposte contre le COVID-19 ;
- Le renforcement significatif du dispositif sanitaire au niveau de toutes les frontières : aériennes, terrestres et portuaires ;
- Le renforcement, en équipements, des deux laboratoires destinés au dépistage du COVID-19 à Libreville, en addition à celui du CIRMF, laboratoire certifié par l'OMS ;
- La restriction des missions non essentielles à l'étranger pour les membres du gouvernement et les agents de l'Etat ;
- La restriction des voyages vers ou en provenance des pays révélés comme étant à haut risque de contamination. Pour les nationaux et les résidents présentant des symptômes de la maladie en provenance de ces pays, une mesure de quarantaine de 14 jours sera automatiquement appliquée ;
- L'intensification des campagnes de sensibilisation envers les populations sur le COVID-19.

En plus des mesures qui viennent d'être énumérées, le Gouvernement recommande fortement :

- Le report à une date ultérieure de tous les événements internationaux prévus au Gabon ;
- Le respect strict des mesures d'hygiène comme, ne plus se serrer la main, ne plus s'embrasser ni faire d'accolades ;
- D'éviter tout contact étroit avec une personne présentant des symptômes de fièvre ou de toux ;
- Qu'en cas de fièvre ou sensation de fièvre, de toux ou de difficulté à respirer, d'appeler le numéro vert gratuit 1410.

© D. Maïtant MOUSSADJI

Photo : DR

sont pas arrêtés dans des villes dont les pays sont d'importants foyers de coronavirus. 17 portes d'entrée ont été désignées dès les premières opérations de riposte (11 terrestres, 3 maritimes et 3 aériennes). Le gouvernement a annoncé que deux laboratoires, pour dépister le Covid-19, ont été renforcés en équipement et viennent ainsi soutenir le Centre international de recherches

médicales de Franceville (Cirmf). Bien que le communiqué du gouvernement n'ait pas précisé le nom de ces deux structures d'appoint, nous avons, cependant, pu apprendre auprès du ministère de la Santé qu'il s'agissait de l'unité CIRMF de l'hôpital militaire du PK9 et du laboratoire national de santé publique. La mesure qui restreint les missions non essentielles à l'étranger pour

La synergie d'actions comme rempart

S.A. M
Libreville/Gabon

PERSONNE ne souhaite que le coronavirus arrive sur le sol gabonais. Mais pour faire face à des cas de contamination éventuels, réussir à prendre le dessus sur la maladie répond à la même logique que celle qui prévaut lorsque rien ne se passe. Il faut simplement une vigilance à tous les niveaux. Le premier maillon est, bien évidemment, le gouvernement.

Celui-ci, en sus des mesures prises samedi passé (comme la restriction des voyages vers des zones jugées à risque), a recommandé que les événements internationaux prévus

au Gabon soient tous reportés.

Les agents de santé et les forces de l'ordre sont en première ligne de la stratégie sanitaire.

Même si aucun cas de coronavirus n'a encore été détecté au Gabon, en espérant qu'il en soit toujours ainsi, il faut déjà que la population s'habitue à des gestes simples. Comme se laver les mains fréquemment et correctement, avoir du gel antibactérien

sur soi, observer une distance de sécurité d'un mètre entre soi et une personne qui tousse ou qui éternue, éviter de se serrer la main ou de se faire la bise pour se saluer; éviter de se toucher la bouche, le nez et les yeux en cas de contact suspect, etc.

Les agents de santé et les forces de l'ordre sont en première ligne de la stratégie sanitaire. Et l'on sait que rien ne sera facile, qu'il leur faudra rester vigilants. Et peu importe les scénarii, aucun passe-droit n'est admis. Dans les structures de santé, sur la route et aux frontières. En somme, une synergie est donc obligatoire et semble être le principal remède contre le coronavirus.



Photo : F. M. MOMBOMBO/L'Union

Désormais des contrôles sont systématiques dans les aéroports et les frontières terrestres.



les membres du gouvernement et les agents de l'État a été prise, en même temps que celle qui limite les voyages vers ou en provenance des pays révélés comme étant à haut risque de contamination. «Pour les nationaux et les résidents présentant des symptômes de la maladie en provenance de ces pays, une mesure de quarantaine de 14 jours sera automatiquement appliquée», ont averti

les autorités. Suite à cette décision, les établissements scolaires et secondaires relevant du calendrier français dont le lycée Blaise-Pascal-de-Libreville seront fermés jusqu'au 16 mars prochain. De plus, les enseignants et les élèves qui ont été en France et dans d'autres zones à risque ont été invités à rester confinés à domicile pendant la potentielle période d'incubation

du coronavirus. Une manière de compter sur la bonne volonté de chacun. L'intensification des campagnes de sensibilisation envers les populations sur le Covid-19 est le dernier élément de l'arsenal du gouvernement. Et l'un des pans sera de lutter contre les fausses informations.

Surveillance accrue dans le Woleu-Ntem

LES autorités sanitaires et militaires ont mis en œuvre des cellules de veille dans les zones frontalières, pour prendre en charge ou refouler toute personne jugée suspecte.



Photo: DR

Au poste frontière de Meyo-Kyè, tous les passagers en provenance du Cameroun sont testés dans ce hangar.

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

DEPUIS que le premier cas suspect du coronavirus a été signalé au Cameroun voisin, les autorités administratives, sanitaires et militaires de la province du Woleu-Ntem sont en état d'alerte maximale. Sur convocation expresse du gouverneur, Joël Ogouma, tous ces responsables se sont retrouvés autour d'une même table, le vendredi 6 mars dernier, au gouvernement d'Oyem. Au terme de cette rencontre, l'administrateur provincial a instruit les uns et les autres de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de renforcer les contrôles autour des frontières avec le Cameroun, notamment à Eboro et Meyo-Kyè, dans le département du Ntem, à Bitam. Il s'agit de créer, dans ces zones taxées, parfois de poreuses, des cellules de veille sanitaire et sécuritaire, pour prévenir ou refouler tout cas jugé suspect.

Ainsi, le directeur régional de santé (DRS) dans le Septentrion, Siméon Assoumou Engo, ainsi que le personnel

ayant suivi une formation préalable sur le coronavirus, ont été mobilisés. Ces agents de santé ont, à leur disposition, un Thermoflash (appareil destiné à la prise de température), deux salles (une au centre médical de Bitam et l'autre au Centre hospitalier régional d'Oyem), destinées à l'isolement, au prélèvement et à l'observation d'éventuels cas suspects. D'autres équipements acheminés depuis Libreville hier sont attendus par le corps médical. Nous avons appris hier, de source sûre, que quatre touristes européens en provenance du Cameroun ont été refoulés, samedi dernier, par la brigade de gendarmerie de Meyo-Kyè.

